

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2007

L'EMPLOI RESTE DYNAMIQUE MALGRÉ UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ

Au 4^{ème} trimestre 2007, la croissance du PIB s'est limitée à +0,4 %, après +0,8 % au 3^{ème} trimestre. Ce ralentissement de l'activité s'est pourtant accompagné de créations d'emploi toujours dynamiques dans le secteur marchand : +47 000 postes, après +66 000 au 3^{ème} trimestre. L'industrie a continué de détruire des emplois (-11 000), tandis que la construction a continué d'en créer (+10 000). Dans le tertiaire, l'emploi a légèrement ralenti (+48 000 après +59 000 au 3^{ème} trimestre), l'intérim ayant poursuivi pour sa part son repli (-7 000). Dans le secteur non marchand, le nombre de salariés en contrat aidé a baissé au 4^{ème} trimestre de -24 000, après -1 000 au trimestre précédent. L'emploi total aurait ainsi ralenti au 4^{ème} trimestre 2007 : +62 000 postes estimés, après +82 000 au trimestre précédent. Sur l'année 2007, les créations d'emploi total se seraient élevées à +361 000 postes, dont +328 000 dans les secteurs concurrentiels. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a continué de diminuer au 4^{ème} trimestre, quelles que soient les catégories retenues, à un rythme cependant moins soutenu au second semestre qu'au premier. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT a continué de se replier pour s'établir à 7,5 % de la population active en France métropolitaine au 4^{ème} trimestre 2007, en baisse de -0,9 point sur un an. Le marché du travail a également continué de s'améliorer dans la zone euro, où le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 7,2 % au 4^{ème} trimestre 2007.

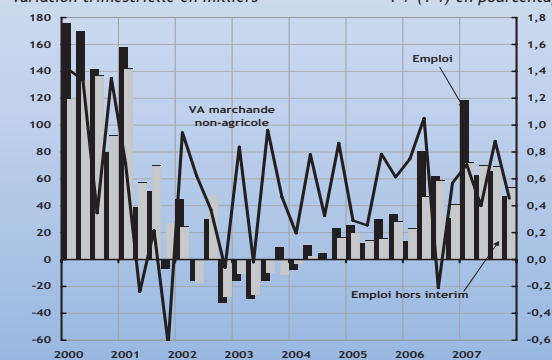
Un ralentissement de l'activité lié à celui de la consommation des ménages et à un mouvement de déstockage des entreprises

L'économie française a nettement ralenti au 4^{ème} trimestre 2007 (+0,4%) après un rebond marqué au 3^{ème} trimestre (+0,8%). Ce résultat porte la croissance du PIB à +1,9 % en moyenne annuelle en 2007, après +2,2 % en 2006, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables. La demande intérieure hors stocks est restée assez dynamique, apportant une contribution de +0,5 point à la croissance après +0,7 point au trimestre précédent. La consommation des ménages a ralenti ce trimestre (+0,4% après +0,8 % au 3^{ème} trimestre 2007), tandis que l'investissement des entreprises s'est maintenu sur un rythme soutenu (+1,3% après +1,1 %).

Les échanges extérieurs ont contribué à la croissance à hauteur de +0,3 point après une contribution nulle au trimestre précédent. En effet, les exportations ont fléchi (-0,2 % après +1,1 % au 3^{ème} trimestre 2007) mais de manière moins marquée que les importations (-1,2 % après +1,2 %).

Graphique 1
Emploi salarié et valeur ajoutée
des secteurs marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers T / (T-1) en pourcentage



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non-agricole sur l'échelle de droite.

Sources :
Dares, Insee, Unédic.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE
ET DE LA SOLIDARITÉ

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs Fin de trimestre	2007	2006				2007				2006	2007
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	En %
	Niveau	Variation trimestrielle									
Secteurs marchands (1)	16 020	14	81	62	31	119	62	66	47	1,2	1,9
<i>Dont :</i>											
Industrie	3 679	-15	-14	-15	-17	-8	-9	-13	-11	-1,6	-1,1
Construction	1 470	16	15	15	14	15	13	20	10	4,4	4,2
Tertiaire	10 871	14	80	62	33	111	59	59	48	1,8	2,6
<i>Dont intérim</i>	653	-9	34	3	-10	46	-8	-3	-7	2,9	4,6
Autres (2)	9 584	24	25	25	23	20	17	15	15	1,0	0,7
<i>Dont :</i>											
Non marchand aidé (3)	255	11	-6	11	3	19	-29	-1	-24	7,4	-12,3
Non marchand privé (4)	2 070	5	10	9	16	15	4	8	7	2,0	1,7
Emploi total	25 604	38	106	87	54	138	80	82	62	1,1	1,4
<i>Dont :</i>											
Emploi salarié des secteurs concurrentiels (1)+(4)	18 089	19	91	71	47	133	67	74	54	1,3	1,8

Sources : Dares, Insee, Unédic.

(1) - Secteurs principalement marchands non-agricoles (EB-EP).

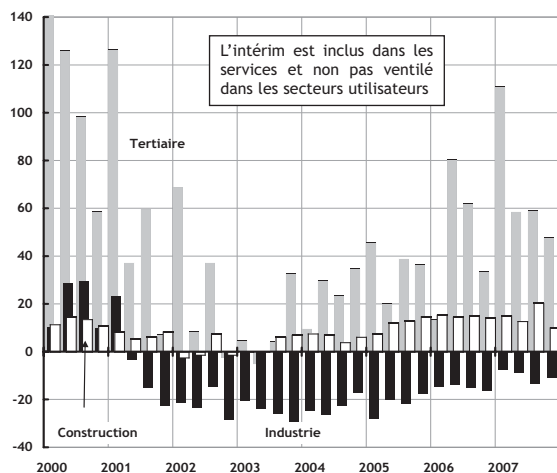
(2) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non-marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(3) - Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CAV), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes.

(4) - Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers



Sources : Dares, Insee, Unédic.

Enfin, un mouvement de déstockage des entreprises a pesé sur la croissance à hauteur de -0,4 point après une contribution légèrement positive (+0,1 point) au 3^{ème} trimestre.

Dans la zone euro, l'activité a aussi nettement ralenti au 4^{ème} trimestre. La croissance a été de +0,4 %, après +0,8 % au 3^{ème} trimestre. En glissement annuel la croissance a été de +2,2 %, après +2,6 % au trimestre précédent. Au final, le produit intérieur brut de la zone euro a augmenté de +2,6 % en moyenne annuelle en 2007, après +2,9 % en 2006.

Un emploi salarié marchand toujours dynamique

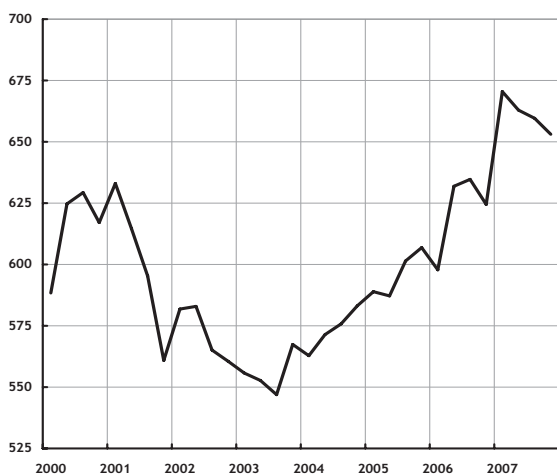
Malgré le ralentissement de l'activité au 4^{ème} trimestre 2007, l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles (SMNA) a maintenu sa progression, à un rythme cependant inférieur à celui des trois trimestres précédents. Dans ces secteurs, l'emploi a ainsi crû de +47 000 postes au 4^{ème} trimestre 2007, après +62 000 et +66 000 aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres respectivement (graphique 1).

La baisse de l'emploi industriel hors intérim s'est poursuivie, avec -11 000 postes au 4^{ème} trimestre 2007, après -13 000 au 3^{ème} trimestre 2007, soit une baisse en moyenne de -10 000 par trimestre en 2007 contre -15 000 en 2006. Après un pic de +20 000 au 3^{ème} trimestre, niveau jamais atteint depuis plus de 7 ans, les créations d'emploi dans la construction se sont repliées à +10 000 au 4^{ème} trimestre 2007, soit +15 000 en moyenne par trimestre en 2007 comme en 2006.

Dans le tertiaire principalement marchand, hors intérim, l'emploi a quelque peu ralenti à +54 000 postes au 4^{ème} trimestre 2007, après +62 000 au 3^{ème} trimestre. La croissance de l'emploi dans ce secteur repose en grande partie sur le dynamisme de celui des services aux particuliers. Ce dernier progresse au 4^{ème} trimestre de +27 000 après +23 000 au 3^{ème} trimestre. Ce niveau est le plus haut jamais atteint depuis début 1999 (+28 500). La progression de l'emploi hors intérim dans les services aux entreprises, très dynamique au cours des trois premiers trimestres de l'année 2007 a, quant à elle, nettement fléchi au cours du 4^{ème} trimestre: +10 000 après +24 000 au 3^{ème} trimestre.

Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclarations des agences d'intérim).

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

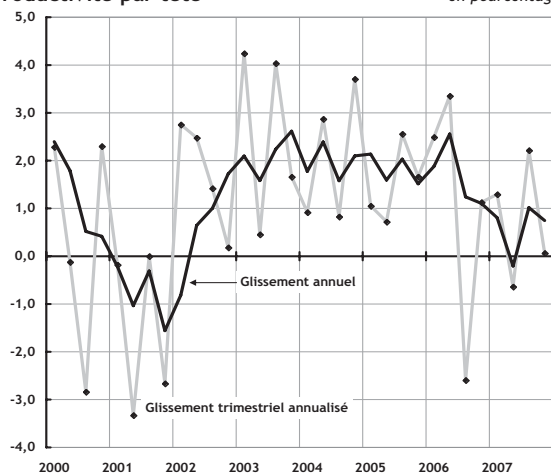
	2006				2007				2006	2007
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	
	Variation trimestrielle en %								%	
Salaire Horaire de Base Ouvrier (1) (SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9	0,6	0,9	0,3	2,8	2,8
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (1) (SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9	0,6	0,9	0,3	2,7	2,7
Salaire Mensuel de Base (1) (SMB)	0,9	0,6	0,8	0,3	0,9	0,6	0,7	0,3	2,6	2,6
Salaire Moyen Par Tête (2) (SMPT)	1,1	0,5	0,6	1,0	1,5	0,0	0,6	1,0	3,3	3,1
Prix (3)	0,3	1,0	0,1	-0,1	0,1	1,0	0,2	1,0	1,3	2,3

Sources : Dares, Insee.

(1) - Données brutes, fin de trimestre. (2) - Données CVS, moyenne trimestrielle. (3) - Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble, moyenne trimestrielle

Graphique 4
Productivité par tête

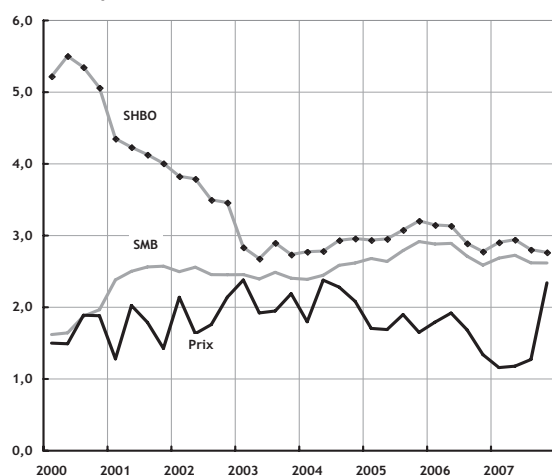
$T/(T-4)$ en pourcentage - $T/(T-1) \times 4$
en pourcentage



Champ : Secteurs principalement marchands non-agricoles.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 5
Salaires et prix

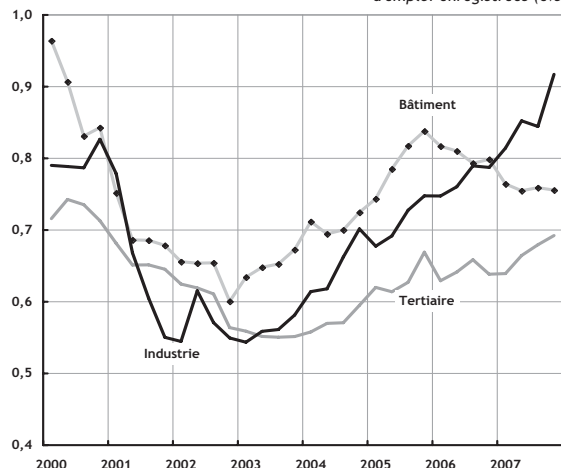
$T/(T-4)$ en pourcentage



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi
enregistrées sur demandes
d'emploi enregistrées (cv)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Sources : Dares, ANPE.

Le nombre d'intérimaires a poursuivi sa baisse, avec -6 500 postes au 4^{ème} trimestre 2007, après -8 000 et -3 000 respectivement aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. Ces évolutions apparaissent cependant en contrecoup de la très forte progression observée au 1^{er} trimestre (+46 000 intérimaires).

Après une baisse sensible au 2^{ème} trimestre 2007 (-29 000) et une stabilisation au 3^{ème} trimestre 2007 (-1 000), le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand a de nouveau reculé sensiblement au 4^{ème} trimestre (-24 000). Alors que le nombre de bénéficiaires avait progressé de +20 000 sur l'ensemble de l'année 2006, il a diminué de -36 000 en 2007. L'emploi salarié privé des secteurs principalement non marchands a légèrement progressé pour sa part de +7 000 au 4^{ème} trimestre 2007, après +8 000 au trimestre précédent.

Au total, après prise en compte de l'emploi salarié agricole, de l'emploi non salarié et de l'emploi non aidé des secteurs non marchands, l'emploi dans l'ensemble de l'économie aurait progressé de +62 000 postes estimés au 4^{ème} trimestre 2007, après +82 000 au 3^{ème} trimestre. Sur un an, les créations nettes d'emploi se seraient ainsi élevées à +361 000 postes, soit +1,4 % en glissement annuel, dont +328 000 créations d'emploi salarié (+1,8%) dans les secteurs concurrentiels, à savoir les secteurs marchands non agricoles et les entreprises et associations privées des secteurs non marchands (tableau 1).

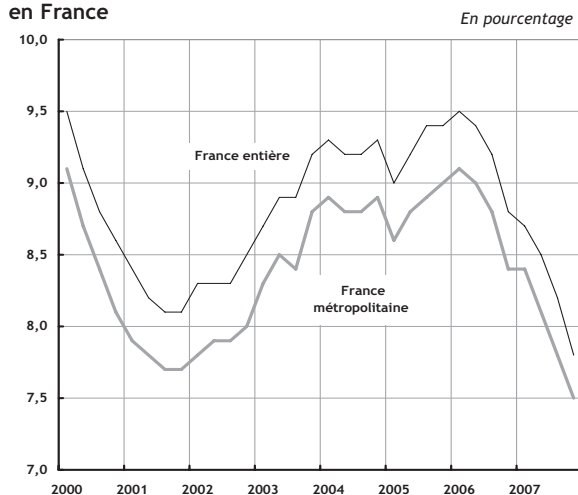
Des salaires de base toujours dynamiques mais de faibles gains de pouvoir d'achat

Dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête s'est repliée au 4^{ème} trimestre 2007 à +0,7 % en glissement annuel après +1,0 % au 3^{ème} trimestre. Les gains de productivité par tête restent donc encore en deçà des niveaux enregistrés sur la période 2003-2005 et de leur moyenne sur la période 1986-2006 (+1,3 % par an).

Dans le même temps, les salaires de base sont restés dynamiques, bénéficiant notamment de l'amélioration du marché du travail. Le salaire mensuel de base (SMB) a progressé de +0,3 % en données brutes au 4^{ème} trimestre 2007, portant son glissement annuel à +2,6 % comme au trimestre précédent (tableau 2). Le glissement annuel du salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) est resté légèrement plus soutenu que celui du SMB, à +2,8 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2007 (graphique 5).

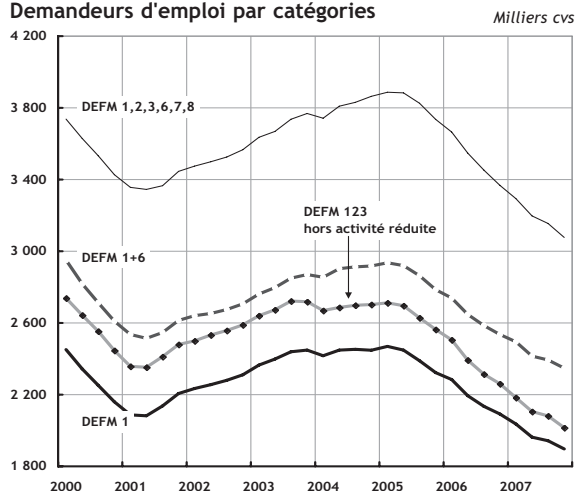
La fin de la convergence sur 2003-2005 des minima salariaux issus de la réduction du temps de travail a induit un ralentissement des rémunérations minimales depuis 2006. En effet, sur la période de juillet 2003 à juillet 2005, les revalorisations moyennes des rémunérations minimales (GMR et Smic horaire) ont été de +4,4 % par an en moyenne. Ces relèvements ont conduit à d'importants effets de diffusion aux salaires

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT
en France



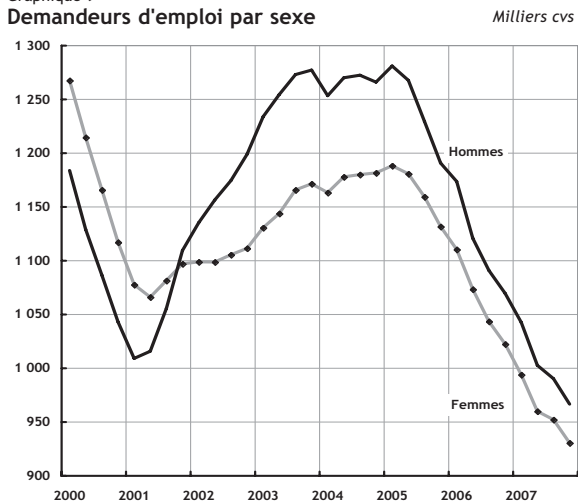
Sources : Insee

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par catégories



Sources : Dares, ANPE.

Graphique 9
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, ANPE.

supérieurs au Smic. Par la suite, l'année 2006 a vu le retour au mode d'indexation du SMIC inscrit dans le Code du travail. Au 1^{er} juillet 2006, le Smic a été revalorisé de +3,05 %, puis la revalorisation s'est limitée à +2,1 % au 1^{er} juillet 2007. Face à l'amélioration du marché du travail, la sortie de la période de fortes hausses du Smic et le ralentissement des prix jusqu'à la mi-2007, ont entraîné une stabilisation du rythme de croissance des salaires de base en 2006-2007: +2,9 % pour le SHBO en moyenne annuelle en 2007, contre +3,0 % en 2006.

Au 4^{ème} trimestre 2007, l'inflation a cependant progressé à +2,3 % en glissement annuel, après +1,3 % au trimestre précédent. Cette accélération des prix tient en grande partie à la hausse des prix énergétiques et alimentaires. En raison de cette augmentation de l'inflation, les gains de pouvoir d'achat du salaire moyen par tête se sont limités à +0,8 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2007, après +2,0 % au 3^{ème} trimestre 2007.

Au 4^{ème} trimestre 2007, les indicateurs de tensions sur le marché du travail ont à nouveau progressé dans les métiers industriels, après un repli temporaire au trimestre précédent. Dans les métiers du bâtiment, les indicateurs de tensions sur le recrutement se sont stabilisés au 4^{ème} trimestre 2007, mettant fin au repli observé dans ces métiers depuis le début de l'année 2006. Dans les métiers du tertiaire, les indicateurs de tensions sur le recrutement ont continué d'augmenter progressivement au 4^{ème} trimestre 2007. Dans ce secteur, les flux d'offre et de demande de main-d'œuvre évoluent souvent de façon plus proche que dans les secteurs de l'industrie et de la construction (graphique 6).

Poursuite du repli du nombre de salariés bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique d'emploi

Au 4^{ème} trimestre 2007, l'effectif des salariés en contrat aidé et stages de formation a diminué nettement: -42 000 après -17 000 au 3^{ème} trimestre 2007 (tableau 3). Ce repli reflète essentiellement la baisse du nombre de bénéficiaires d'un Contrat Initiative Emploi (CIE) dans le secteur marchand et d'un Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) dans le secteur non marchand.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires, étale au 3^{ème} trimestre 2007, a nettement diminué: -24 000 au 4^{ème} trimestre après -1 000 au trimestre précédent. Les entrées en contrats d'avenir (CAV), bien que dynamiques avec 8 600 embauches par mois en moyenne au 4^{ème} trimestre, ont ralenti par rapport au 3^{ème} trimestre. Avec 43 000 embauches, dont plus de la moitié sur le seul mois de juillet, le 3^{ème} trimestre était néanmoins atypique en raison de la reconduction massive des contrats signés dans le secteur de l'Éducation nationale qui étaient arrivés à échéance en juin. Ainsi, après le rebond du 3^{ème} trimestre, le nombre de bénéficiaires d'un contrat d'avenir a progressé légèrement de +3 000 au 4^{ème} trimestre. Le nombre de bénéficiaires d'un CAE a, quant à lui, diminué pour le deuxième trimestre consécutif: -23 000 au 4^{ème} trimestre, après -14 000 au 3^{ème} trimestre. En effet, alors que les entrées en CAE se sont tassées au 4^{ème} trimestre (18 000 entrées par mois en moyenne contre 21 000 au trimestre précédent), les sorties sont restées très soutenues (25 000 sorties par mois en moyenne comme le trimestre précédent).

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2006				2007				2006	2007	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entrées											
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	183	118	157	281	196	133	171	280	-0,8	-0,2	
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	65	47	50	53	57	52	49	39	-26,4	-27,1	
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat initiative emploi	36	17	12	15	15	12	6	4			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	16	14	25	23	22	20	26	18			
Formations en alternance	91	41	80	200	102	43	88	210	7,3	5,1	
Contrat d'apprentissage (3)	57	19	54	141	64	16	56	141			
Contrats de qualification et assimilés (4)	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat de professionnalisation	35	22	26	59	38	27	32	70			
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (5)	20	22	19	20	30	30	27	24	14,6	23,0	
Emplois aidés dans le secteur non marchand	90	79	98	107	99	79	105	79	2,5	-25,9	
<i>Dont</i> : CES et CEC	7	5	4	3	1	0	0	0			
Contrats Emploi Jeunes	1	1	1	1	1	0	0	0			
Contrats d'Avenir	16	16	32	29	24	20	43	26			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	65	57	61	73	73	59	62	53			
Formation des demandeurs d'emplois	135	133	136	137	140	138	137	140	3,8	2,2	
<i>Dont</i> : Action préparatoire au recrutement (a)	0	0	0	1	4	4	4	4			
Retraits d'activité	29	26	26	27	29	25	22	24	6,3	-9,1	
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	27	24	24	25	28	24	22	23			
Ensemble (6)	437	356	416	551	463	376	437	524	1,3	-5,0	
Ensemble hors abattement temps partiel	437	356	416	551	463	376	437	524			
Stocks de bénéficiaires	2007 T4								Stock T/(T-4) en %		
Données cvs - Milliers et %	Variations trimestrielles des stocks										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 119	-42	5	-23	10	31	7	-6	-10	-4,3	2,1
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	326	-63	-14	-11	-3	-14	-13	-13	-13	-19,2	-14,0
Abattement temps partiel	0	-66	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat initiative emploi	74	2	-16	-15	-12	-25	-21	-20	-20		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	134	-2	-4	2	7	4	2	4	5		
Formations en alternance	599	10	16	0	11	22	13	3	3	7,1	7,5
Contrat d'apprentissage (3)	403	6	9	-1	9	13	4	-1	-2		
Contrats de qualification et assimilés (4)	0	-20	-10	-15	-18	-4	0	0	0		
Contrat de professionnalisation	196	23	18	16	20	12	9	4	6		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (5)	114	5	4	3	3	11	8	8	3	22,2	36,5
Emplois aidés dans le secteur non marchand	255	11	-6	11	3	19	-29	-1	-24	7,4	-12,3
<i>Dont</i> : CES et CEC	2	-30	-12	-8	-7	-6	-5	-4	-3		
Contrats Emploi Jeunes	10	-7	-7	-7	-7	-9	-5	-4	-1		
Contrats d'Avenir	90	14	8	23	15	11	-21	21	3		
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	153	34	5	4	2	22	1	-14	-23		
Formation des demandeurs d'emplois	239	3	1	0	1	1	1	0	0	2,0	0,8
<i>Dont</i> : Action préparatoire au recrutement (a)	3	0	0	0	1	2	0,1	-0,4	0,5		
Retraits d'activité	418	3	-7	-12	-1	-8	-9	-11	-8	-3,6	-7,8
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	383	7	-3	-9	2	-4	-5	-8	-5		
Ensemble (6)	2 031	-24	-7	-25	14	42	-30	-17	-42	-2,0	-2,3
Ensemble hors abattement temps partiel	2 031	42	-7	-25	14	42	-30	-17	-42		

(1) - Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) - Les données SEJE présentées pour le 4^{ème} trimestre sont des estimations.

(3) - Du fait du transfert de la responsabilité de l'enregistrement de la quasi-totalité des contrats d'apprentissage aux Chambres Consulaires depuis août 2006, les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.

(4) - Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation.

(5) - Les flux d'entrées correspondent aux dossiers de demande d'ACCRES, les stocks sont estimés.

(6) - Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en rémunération ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Par ailleurs, le stock des anciens contrats CEC et emplois jeunes a reculé de -4 000 bénéficiaires sur l'ensemble du trimestre, sous l'effet des dernières sorties de ces dispositifs.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en contrat aidé a diminué au 4^{ème} trimestre 2007: -10 000, après -6 000 au 3^{ème} trimestre. Cette baisse résulte du reflux du nombre de bénéficiaires du CIE (-20 000 comme au trimestre précédent), dans un contexte de progression modérée des effectifs de bénéficiaires de formation en alternance. La volonté de réduire le recours au CIE s'est traduite par un fort ralentissement des embauches: 1 200 embauches mensuelles en moyenne ont été réalisées au cours du 4^{ème} trimestre 2007, après 2 000 par mois au 3^{ème} trimestre et 4 600 par mois en moyenne sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2007. Dans le même temps, de nombreux CIE ont continué à arriver à échéance: près de 20 000 au 4^{ème} trimestre au titre du nouveau CIE et 3 000 au titre de l'ancien CIE. Le nombre global de bénéficiaires de CIE a ainsi diminué de -20 000 au 4^{ème} trimestre, comme au 3^{ème} trimestre. Comme traditionnellement à cette période de l'année, les embauches dans le cadre de la formation en alternance ont progressé par rapport au 3^{ème} trimestre. Les entrées en Contrat de Professionnalisation, très allantes tout au long de l'année 2007, se sont révélées particulièrement dynamiques pour un 4^{ème} trimestre: 70 000, contre 59 000 au 4^{ème} trimestre 2006. Cela a ainsi permis d'accroître quelque peu le nombre de bénéficiaires par rapport au 3^{ème} trimestre 2007 (+6 000). De leur côté, 141 000 contrats d'apprentissage ont été signés d'octobre à décembre 2007 comme sur la même période en 2006. Dans ces conditions, le nombre de jeunes

Graphique 10
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Pour des raisons tenant à la définition des entrées et sorties retenue par l'ANPE ainsi qu'à la méthode de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO), la différence entre les entrées et les sorties de catégorie 1 qui figurent sur ce graphique n'est pas comptablement égale à la variation des DEFM1 représentée dans le graphique 8.

Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, ANPE.

apprentis s'est légèrement tassé à 403 000 estimé en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 4^{ème} trimestre 2007 (416 000 en données brutes). Le nombre de chômeurs créateurs d'entreprises aidés par le dispositif ACCRE s'est accru de +3 000 au 4^{ème} trimestre (1). Cela a un peu limité le repli du nombre de bénéficiaires d'un dispositif aidé dans le secteur marchand.

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un stage de formation à la fin du 4^{ème} trimestre de 2007 reste étale par rapport au trimestre précédent. En particulier, la montée en charge de l'action préparatoire au recrutement reste timide (les entrées en rémunération ont stagné à 4 000 par trimestre depuis le début 2007). En revanche, le nombre de bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité continue de diminuer (-8 000 après -11 000 le trimestre précédent). Les conditions d'accès à ces dispositifs de retrait d'activité, en particulier les préretraites, ont en effet été durcies depuis 2003, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail.

Le taux de chômage au sens du BIT et le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ont continué à se replier pour s'établir à des niveaux historiquement bas au dernier trimestre 2007

D'après les données issues de l'enquête Emploi de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT, en baisse régulière depuis le début 2006, a continué de se replier pour s'établir à un niveau historiquement bas : 7,5 % de la population active en France métropolitaine au 4^{ème} trimestre 2007, contre 7,8 % au 3^{ème} trimestre 2007 et un dernier point haut de 9,1 % au 1^{er} trimestre 2006 (graphique 7). Le taux de chômage au sens du BIT est ainsi redescendu sous un niveau jamais atteint depuis fin 1983. Pour l'ensemble France métropolitaine et DOM, il s'est établi à 7,8 % de la population active en moyenne au dernier trimestre 2007.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a continué de diminuer au 4^{ème} trimestre 2007, quelles que soient les catégories retenues, à un rythme cependant moins soutenu au second semestre qu'au premier (graphique 8). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) s'est ainsi replié de -45 000 au 4^{ème} trimestre 2007, après -20 000 au trimestre précédent et -129 000 au total au cours des deux premiers trimestres de l'année 2007. Le repli a été équivalent ce trimestre pour les hommes et pour les femmes : respectivement -21 600 et -23 700 (graphique 9).

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1,2,3 hors activité réduite s'est réduit de -66 000 au 4^{ème} trimestre 2007, après -25 000 au trimestre précédent et -155 000 au total au premier semestre 2007. Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 a, quant à lui, reculé de -78 000 au 4^{ème} trimestre 2007, après -42 000 au trimestre précédent et -170 000 sur l'ensemble du premier semestre. Par ailleurs, la baisse du chômage de longue durée, entamée au second semestre 2005, s'est poursuivie au 4^{ème} trimestre 2007, à un rythme cependant plus faible qu'au 1^{er} semestre : -16 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE,

(1) - La suppression du dossier économique et l'élargissement du public éligible à l'Aide à la création d'entreprise (ACCRE) depuis le 1^{er} janvier 2007 explique l'accélération des entrées dans ce dispositif en 2007 (111 000 entrées, en hausse de +38 % par rapport à 2006).

Graphique 11
Part de licenciement, entrée en PAP anticipé ou en CRP dans les entrées de demandeurs d'emploi



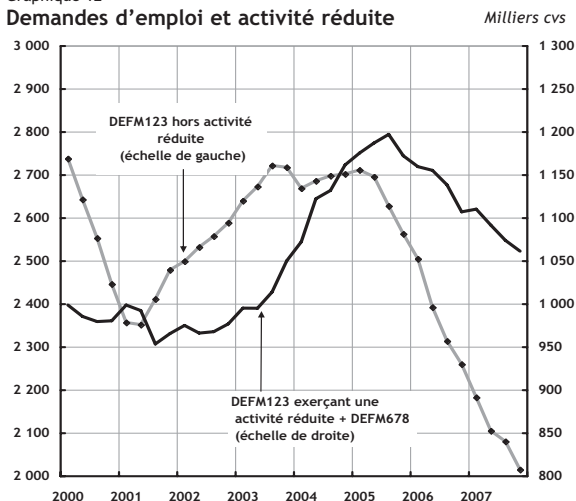
Entrées en DEFM 1 :

- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;

- en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP, en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.

Sources : Dares, ANPE.

Graphique 12
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 4

Chômage au sens du BIT et demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2006				2007				2006	2007	
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/T-4	
Catégorie	Variation trimestrielle								%		
BIT (*)	2 084	17	-28	-32	-117	0	-63	-73	-104	-6,4	-10,3
Taux de chômage BIT (*)		9,1	9,0	8,8	8,4	8,4	8,1	7,8	7,5	-0,6	-0,9
DEFM 1	1 897	-39	-90	-60	-43	-56	-74	-20	-45	-9,9	-9,3
DEFM 1+6	2 348	-47	-92	-62	-50	-41	-80	-21	-46	-9,0	-7,4
DEFM 1+2+3 hors AR	2 015	-58	-113	-78	-54	-77	-78	-25	-66	-11,8	-10,8
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 077	-71	-117	-95	-85	-74	-96	-42	-78	-9,9	-8,6
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégorie 1											
1 à 2 ans d'ancienneté	283	-7	-13	-22	-32	-30	-24	-15	-6	-17,0	-21,1
2 à 3 ans d'ancienneté	104	0	-3	-6	-7	-12	-9	-9	-7	-10,2	-25,9
Plus de 3 ans d'ancienneté	110	2	-1	-1	-3	-6	-5	-3	-3	-2,6	-13,8
Ensemble des CLD	497	-5	-17	-30	-41	-48	-38	-28	-16	-12,9	-20,7

Sources :
Dares, ANPE,
Insee.

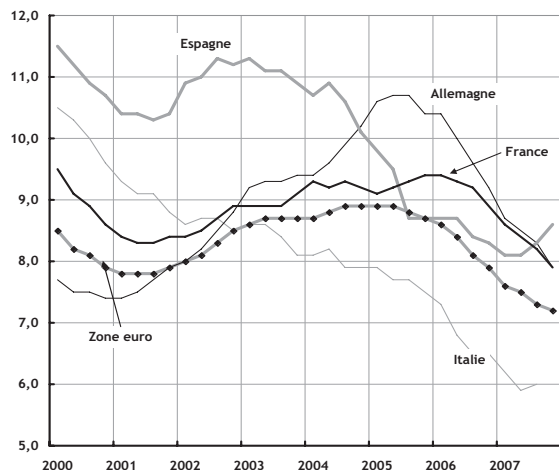
(*) France métropolitaine.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite (AR) de plus de 78 heures dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

Graphique 13

Taux de chômage en zone euro

En pourcentage

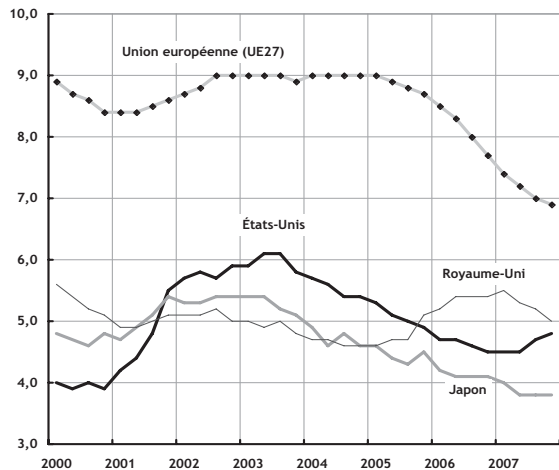


Source : Eurostat.

Graphique 14

Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

après -28 000 au 3^{ème} trimestre et -86 000 sur l'ensemble du 1^{er} semestre. Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite a diminué au 4^{ème} trimestre 2007, prolongeant une baisse quasi-continue depuis l'été 2005 : -12 500 demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite au 4^{ème} trimestre 2007, après -18 000 au 3^{ème} trimestre 2007 (graphique 12).

Les entrées sur les listes de l'ANPE en DEFM₁ ont stagné au 4^{ème} trimestre 2007 : -2 000, après -31 000 au 3^{ème} trimestre (graphique 10). Dans un contexte de créations d'emploi encore dynamiques, les premières entrées ont continué à baisser au 4^{ème} trimestre 2007. Avec seulement 67 000 premières entrées ce trimestre, elles ont atteint leur plus bas niveau depuis le début de l'année 2001. Les entrées pour fin de mission d'intérim ont poursuivi leur repli elles aussi. Après un rebond au trimestre précédent, les entrées pour licenciement économique et pour autres licenciements ont de nouveau baissé ce trimestre, retrouvant leur point bas du 2^{ème} trimestre. La part des entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en Pare-PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP), avait nettement augmenté au 3^{ème} trimestre 2007. Elle repart à la baisse, sans retrouver toutefois son niveau du 2^{ème} trimestre 2007 (graphique 11).

Les sorties des listes de l'ANPE se sont repliées au 4^{ème} trimestre 2007 : -26 000, après -1 000 au 3^{ème} trimestre 2007, pour les DEFM₁. Ce mouvement s'explique par une baisse significative des sorties pour reprises d'emploi déclarées au 4^{ème} trimestre, en partie atténuée par les hausses des sorties pour absence au contrôle et pour radiation, qui continuent, depuis mi-2003, de peser pour moitié dans le nombre des sorties de listes des DEFM₁ (2).

Chômage toujours en baisse dans la zone euro

La croissance dans la zone euro a aussi ralenti au 4^{ème} trimestre 2007 : +0,4 %, après +0,8 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le PIB de la zone euro a ainsi progressé de +2,2 %, après +2,6 % au 3^{ème} trimestre 2007.

(2) - A noter qu'une fraction importante des sorties pour absence au contrôle et pour radiation sont des reprises d'emploi non déclarées (respectivement 50 % et 30 % environ selon les enquêtes sortants ANPE-Dares).

Malgré ce ralentissement de l'activité, le taux de chômage en zone euro a encore reculé. Il s'établit ainsi à 7,2 % en moyenne au 4^{ème} trimestre 2007 contre 7,3 % au 3^{ème} trimestre, soit son plus bas niveau depuis 1996.

L'activité économique en Allemagne a notamment ralenti au 4^{ème} trimestre 2007 : le PIB allemand a progressé de +0,3 %, après +0,7 % au trimestre précédent. La croissance allemande a principalement reposé sur le commerce extérieur. Elle a souffert du recul de la consommation privée. Le taux de chômage de l'Allemagne a pourtant enregistré une décre notable. Il s'est établi à 7,9 % au 4^{ème} trimestre 2007, après 8,3 % au trimestre précédent, soit son niveau le plus bas depuis avril 2002.

En Italie, les informations disponibles suggèrent que l'activité a quasiment stagné au 4^{ème} trimestre 2007, après une progression de +0,4 % au 3^{ème} trimestre. Concernant le marché du travail, les dernières estimations d'Eurostat pour l'Italie sont celles du mois de septembre : le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 6,0 % au 3^{ème} trimestre 2007, après 5,9 % au 2^{ème} trimestre. En Espagne, la croissance est restée très dynamique (+0,8%, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre), mais le taux de chômage a augmenté, passant de 8,3 % à 8,6 % du 3^{ème} trimestre au 4^{ème} trimestre 2007.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB est restée soutenue au 4^{ème} trimestre 2007 : +0,6 % après +0,7 % au 3^{ème} trimestre. Malgré ce ralentissement, le taux de chômage a baissé à 5,0 %, après 5,2 % au trimestre précédent (graphique 13).

Aux États-Unis, la croissance a très nettement fléchi au 4^{ème} trimestre 2007 (+0,1%, après +1,2 % au 3^{ème} trimestre), en lien notamment avec la poursuite de la chute de l'investissement en logement. Suite à ce ralentissement marqué, le taux de chômage américain a poursuivi sa remontée : il s'est élevé à 4,8 % au 4^{ème} trimestre 2007, après 4,7 % au trimestre précédent.

Au Japon, la croissance a atteint +0,9 % au 4^{ème} trimestre 2007, portant son glissement annuel à +1,8 % après +1,9 % au trimestre précédent. Malgré ce rebond de l'activité, le taux de chômage est resté à 3,8 % au 4^{ème} trimestre 2007, comme au trimestre précédent.

Dares*

Références

- [1] Domens, J. [2008] « L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2007 », *Premières Informations*, n°12.1, mars.
- [2] Domens, J. [2008] « L'emploi intérimaire au 4^{ème} trimestre 2007 », *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Dubreu, N. [2008] « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4^{ème} trimestre 2007, résultats définitifs », *Premières Informations*, n°13.1, mars.
- [4] Dares [2007] « Le marché du travail en décembre 2007 », *Premières Informations*, n°06.1, février.
- [5] Dares [2008] « Les tensions sur le marché du travail au 4^{ème} trimestre 2007 », *Premières Informations*, à paraître.
- [6] Dares [2007] « L'évolution du chômage au premier semestre 2006 », *Premières Informations*, n°11.1, mars.
- [7] Dares [2007] « Le marché du travail au second semestre 2006 : recul toujours important du nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite », *Premières Informations*, n°34.1, août.
- [8] Dares [2008] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3^{ème} trimestre 2007 – Rebond de l'activité, l'emploi continue sur sa lancée », *Premières Informations*, n°01.2, janvier.
- [9] Acoos [2008] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 4^{ème} trimestre 2007 », *Acoos Stat – Conjoncture* n°64, mars.
- [10] Eurostat [2008] « Janvier 2008 : le chômage stable à 7,1% dans la zone euro. Stable à 6,8% dans l'UE27 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°26/2008, février.
- [11] Dares [2007-08] « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi 2005 à la fin 2006 », *Document d'étude*, n°128, août.

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Claire Goarant et Amandine Schreiber, composée de :

Jean-Baptiste Berry, Olivier Biau, Jérôme Domens, Nathalie Dubreu, Julie Labarthe, Christine Lagarenne, Pierre Lamarche, Monique Meron, Olivier Monneraye, Juliette Ponceau et Xavier Viney.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : La Documentation française, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00

www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 124 €, CEE (TTC) 131 €, DOM-TOM et RP (HT, avion éco.) : 129,50 €,

hors CEE (HT, avion éco.) 133,60 €, supplément avion rapide : 8,20 €.

Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.